

## I

**IDENTIFICATION DES VICTIMES DE LA GUERRE.** — Voy. *Guerre 1939-1945*, § 12.

**ILE DU DIABLE.** — Voy. *Territoires d'outre-mer*, § 30.

**ILES DU SALUT.** — Voy. *Territoires d'outre-mer*, § 30.

**IMMEUBLES.**

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais et René Coty tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la vente des immeubles par appartements, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 29 novembre 1945 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 42.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais et Joseph Bastide tendant à inviter le Gouvernement à réglementer de manière équitable les réparations dues pour réquisition immobilière effectuée par ou pour l'ennemi, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 21 décembre 1945 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de la reconstruction et pour avis à la Commission des finances), n° 169 ; rapport collectif le 12 février 1946 par M. René Schmitt, n° 391 (Voy. *Domages de guerre*, § 1<sup>er</sup>).

§ 3. — Dommage pour faits de guerre, voy. *Domages de guerre*, § 3.

— Vente par appartements, voy. *Loyers et fermages*, § 31.

**IMMEUBLES OCCUPÉS**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (INFORMATION), *Discussion générale*.

**IMMIGRATION.** — Voy. *Etrangers*, § 3.

**IMMIGRATION (Problème de l')**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (POPULATION), *Discussion générale*.

**IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE.** — Voy. *Assemblée Nationale Constituante*, § 2.

**IMPOTS.**

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de résolution de M. Maurice Lacroix et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prévoir pour les chefs de famille des avantages égaux à ceux qui sont accordés aux contribuables sans enfant, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 novembre 1945 (renvoyée à la Commission de la famille, de la population et de la santé publique et pour avis à la Commission des finances), n° 19 ; rapport le 19 février 1946 par M. Antoine Vourc'h, n° 457.

§ 2. — Proposition de loi présentée par M. Albert Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à relever l'abattement à la base et les maxima de réduction pour charges de famille en matière d'impôt sur les traitements et salaires, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 29 novembre 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° 34.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Jean Médecin tendant à inviter le Gouvernement à adopter pour l'évaluation des immeubles soumis à l'impôt de solidarité une méthode d'appréciation simple et juste, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 décembre 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° 114.

§ 4. — Proposition de loi de M. Roland de Moustier et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 7 du Code général des impôts directs, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 décembre 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° 117.

§ 5. — Proposition de loi de M. Roland de Moustier et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 13, 27, 32 et 54 du Code général des impôts directs, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 décembre 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° 118.

§ 6. — Proposition de loi de M. André Morice et plusieurs de ses collègues tendant à relever l'abattement à la base et les maxima de réduction pour charges de famille en matière d'impôt sur les bénéfices commerciaux, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 décembre 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° 127.

§ 7. — Proposition de loi de M. Joseph Denais et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 22 du Code général des impôts directs, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 20 décembre 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° 138.

§ 8. — Proposition de loi de M. Jean Legendre et plusieurs de ses collègues tendant au rétablissement de la législation d'avant guerre en matière de calcul de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 20 décembre 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° 143.

§ 9. — Proposition de résolution de M. Pierre-Emmanuel Guillet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les prisonniers de guerre et déportés politiques

des dispositions du décret du 10 août 1945 relatif au tarif des notaires appliqué en matière de succession aux personnes qui, à trente ans, n'ont pas eu au moins trois enfants, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 22 décembre 1945 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 193.

§ 10. — Proposition de loi de M. André Marie et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions de l'ordonnance n° 45-1820 du 15 août 1945, instituant un impôt exceptionnel de solidarité nationale, en ce qui concerne le remploi des fonds dotaux, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 27 décembre 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° 218.

§ 11. — Proposition de loi de M. Eugène Delahoutre et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 7 de l'ordonnance n° 45-1820 du 15 août 1945 instituant un impôt de solidarité nationale, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 29 décembre 1945 (3<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission des finances), n° 237.

§ 12. — Proposition de loi de M. Henri Rochereau et plusieurs de ses collègues tendant à proroger le délai prévu par l'article 5 de l'ordonnance n° 45-1820 du 15 août 1945 instituant un impôt de solidarité nationale, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 15 janvier 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 285.

§ 13. — Proposition de loi de M. Jules Ramarony et plusieurs de ses collègues tendant à abroger les deux derniers paragraphes de l'article 38 de l'ordonnance n° 45-1820 du 15 août 1945 instituant un impôt de solidarité nationale, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 15 janvier 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 286.

§ 14. — Proposition de résolution de MM. Robert Sérot et Jacques Chastellain tendant à inviter le Gouvernement à proroger le délai imparti aux contribuables pour l'établissement de leur déclaration de patrimoine, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 17 janvier 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission des finances), n° 294.

§ 15. — Proposition de loi de M. Christian Vieljeux et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 15 août 1945 instituant un impôt de solidarité nationale, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 janvier 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 302.

§ 16. — Proposition de loi de M. Robert Sérot tendant à modifier en faveur des petits rentiers âgés ou infirmes les dispositions de l'ordonnance du 15 août 1945 instituant un impôt de solidarité nationale, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 janvier 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 305.

§ 17. — Proposition de résolution de M. Luc Levesque et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à refaire entièrement sur des bases simples, justes et pratiques le système d'imposition dit : « impôt de solidarité nationale » et à en proroger l'application, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 janvier 1946 (renvoyé à la Commission des finances), n° 318.

§ 18. — Projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 février 1946 par M. André Philip, Ministre de l'Economie nationale et des finances (renvoyé à la Commission des finances), n° 363; rapport le 7 février par M. Christian Pineau, n° 385. Adoption le 14 février 1946. Projet de loi n° 33.

Loi du 14 février 1946, promulguée au *Journal officiel* du 15 février.

**DISCUSSION** [12, 14 février 1946] (A., pp. 261, 296); *Sont entendus dans la discussion générale* : MM. Christian Pineau, Rapporteur général; Joannès Dupraz, Georges Cogniot, Joseph Laniel, Christian Vieljeux, Alexandre Roubert; *Clôture de la discussion générale* (p. 276); *Art. 1<sup>er</sup>* (ibid.); *Adoption des trois premiers alinéas* (ibid.); *Demande de disjonction du dernier alinéa, présentée par le Gouvernement* (ibid.); *Rejet au scrutin* (p. 277); *Liste des votants* (p. 293); *Renvoi de l'article premier à la Commission* (p. 277); *Nouveau texte pour cet article présenté par la Commission* (p. 296); *Amendement présenté par M. Auguste Allouneau relatif à la dénonciation des forfaits sur les béné-*

*fices agricoles* (ibid.); *Retrait* (ibid.); *Adoption du premier alinéa de l'article premier* (ibid.); *Amendement présenté par M. Auguste Allouneau tendant à préciser la détermination du nouveau forfait* (ibid.); *Rejet* (p. 297); *Adoption des deuxième et troisième alinéas de l'article premier* (ibid.); *Amendement présenté par M. Eugène Rigal tendant à supprimer le mot « régulière » dans le dernier alinéa* (ibid.); *Retrait* (p. 298); *Adoption au scrutin de l'ensemble de l'article premier* (ibid.); *Liste des votants* (p. 320). — *Art. 2* : *adoption* (p. 298). — *Art. 3* : *rejet* (ibid.). — *Art. 4 à 6* : *adoption* (ibid.). — *Art. 7* (ibid.); *Adoption des deux premiers alinéas* (ibid.); *Amendement présenté par M. Gabriel Chevallier tendant à ajouter les bons de la Caisse nationale de crédit agricole aux fonds destinés à servir de réserve à l'exploitation* (ibid.); *Adoption* (ibid.); *Adoption des troisième et dernier alinéas et de l'ensemble de l'article 7* (ibid.). — *Art. 8* (ibid.); *Amendement présenté par M. Maurice Viollette tendant à la disjonction de cet article* (p. 299); *Rejet au scrutin* (ibid.); *Liste des votants* (p. 321); *Amendement présenté par M. Charles Barangé tendant à faire verser le prélèvement sur le patrimoine en trois fractions* (p. 299); *Rejet au scrutin* (p. 300); *Liste des votants* (p. 322); *Adoption de l'article 8* (p. 300). — *Amendement présenté par M. Eugène Rigal tendant à faire bénéficier du recouvrement en quatre annuités, les contribuables dont le patrimoine est constitué pour 60 0/0 par des immeubles* (p. 300); *Retrait de cet amendement qui est repris par M. Jules Ramarony* (ibid.); *Rejet au scrutin* (p. 301); *Liste des votants* (p. 324). — *Art. 8 bis* (p. 301); *Amendement présenté par M. Jacques Chastellain tendant à reporter au 1<sup>er</sup> juillet 1946 le délai de déclaration prévu pour l'impôt de solidarité* (ibid.); *Retrait* (p. 302); *Adoption de l'article 8 bis* (ibid.). — *Article additionnel présenté par M. Jean Cayeux tendant à dispenser de la déclaration les contribuables qui par suite de leurs charges de famille ont un patrimoine inférieur au montant de leur exonération* (ibid.); *Adoption* (ibid.). — *Art. 9 à 15* : *adoption* (p. 303). — *Art. 16* : *adoption* (ibid.); *Alinéa additionnel présenté par M. Roubert tendant à appliquer à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1946 l'impôt sur les prix de cession de l'alcool* (ibid.); *Adoption* (ibid.); *Adoption de l'ensemble de l'article 16* (ibid.). — *Art. 17 à 19* : *adoption* (ibid.). — *Adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi* (p. 304); *Liste des votants* (p. 325). = Ont

*pris part à la discussion des articles : MM. Auguste Ailonneau, Charles Barangé, Jacques Chastellain, Charles Desjardins, Frédéric-Dupont, Félix Gouin, Président du Gouvernement provisoire de la République ; André Mutter, André Philip, Ministre de l'Economie nationale et des finances ; Christian Pineau, Rapporteur général ; Jules Ramarony, Eugène Rigal, Maurice Viollette.*

§ 19. — Proposition de résolution de M. Jean Legendre tendant à inviter le Gouvernement à suspendre immédiatement l'application des titres I, II et III de l'ordonnance n° 45-1820 du 15 août 1945 instituant un impôt de solidarité nationale et à présenter à l'Assemblée Nationale Constituante un nouveau texte plus clair et plus efficace, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 12 février 1946 (renvoyé à la Commission des finances), n° 388.

§ 20. — Proposition de loi de M. Robert Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à admettre les valeurs étrangères comme moyen de paiement de l'impôt de solidarité, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 14 février 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 423.

§ 21. — Proposition de loi M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 34 de l'ordonnance du 15 août 1945 instituant un impôt de solidarité nationale, en ce qui concerne les titres susceptibles d'être remis en paiement, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 février 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 467.

§ 22. — Projet de loi autorisant pour l'année 1946 la perception de centimes additionnels au principal de la contribution foncière des propriétés non bâties, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 février 1946 par M. Tanguy-Prigent, Ministre de l'Agriculture (renvoyé à la Commission des finances), n° 455 ; rapport verbal par M. Christian Pineau et adoption le 1<sup>er</sup> mars 1946. — Projet de loi n° 51.

Loi du 1<sup>er</sup> mars 1946, promulguée au *Journal officiel* du 2 mars (voir les rectificatifs publiés aux *Journaux officiels* des 13 et 16 mars).

§ 23. — Proposition de loi de M. Jules Ramarony et plusieurs de ses collègues tendant

à modifier l'article 17, alinéa 4 de l'ordonnance du 15 août 1945 en vue de faire bénéficier les veuves de guerre non remariées de l'abattement dont aurait bénéficié leur mari, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 1<sup>er</sup> mars 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 554.

§ 24. — Proposition de loi de M. Raymond Moussu et plusieurs de ses collègues tendant à étendre à certains propriétaires agricoles le bénéfice de déduction pour la remise en état de l'habitat rural dans la contribution sur l'enrichissement prévue par l'ordonnance n° 45-1820 du 15 août 1945, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 mars 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 580.

§ 25. — Proposition de loi de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier, en ce qui concerne les agriculteurs, l'ordonnance du 15 août 1945, instituant un impôt de solidarité nationale et édictant diverses mesures de simplifications fiscales, modifiée par la loi n° 46-189 du 14 février 1946 portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 mars 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 582.

§ 26. — Proposition de loi de M. Maurice Ios et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les dispositions de l'ordonnance du 15 août 1945 instituant un impôt de solidarité nationale, en ce qui concerne les forfaits accordés aux contribuables, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 8 mars 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 618.

§ 27. — Proposition de loi de M. Maurice Delom-Sorbé et plusieurs de ses collègues tendant à assimiler les veuves de guerre, non remariées et sans enfants, aux ménages sans enfants dans le calcul des abattements prévus par l'ordonnance du 15 août 1945 instituant un impôt de solidarité nationale, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 8 mars 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 628.

§ 28. — Proposition de loi de M. Henri Lespès et plusieurs de ses collègues tendant à

exonérer de l'imposition sur les postes de T. S. F. les petits rentiers et les vieux travailleurs, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 12 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de la presse et pour avis à la Commission des finances), n<sup>o</sup> 647.

§ 29. — Proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à maintenir, pour le paiement de l'impôt de solidarité nationale, le dégrèvement en faveur des pères de familles nombreuses actionnaires de sociétés payant directement cet impôt, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 14 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission des finances), n<sup>o</sup> 669.

§ 30. — Proposition de résolution de M. Lucien Draveny et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux petits commerçants, artisans et industriels, le droit aux abattements pour charges de famille et la possibilité de déduire de leur bénéfice la valeur du salaire de leur femme et de leurs enfants travaillant effectivement avec eux, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 15 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission des affaires économiques et pour avis à la Commission des finances), n<sup>o</sup> 681.

§ 31. — Proposition de loi de M. André Marie et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 22 de l'ordonnance n<sup>o</sup> 45-1820 du 15 août 1945 instituant l'impôt de solidarité nationale et à déduire de l'enrichissement les éléments du patrimoine disparus sans contrepartie entre le 1<sup>er</sup> janvier 1940 et le 4 juin 1945, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission des finances), n<sup>o</sup> 750.

§ 32. — Projet de loi portant relèvement du taux applicable au paiement des manquants à la charge des planteurs de tabacs, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance) par M. André Philip, Ministre des Finances (renvoyé à la Commission des finances), n<sup>o</sup> 754.

§ 33. — Proposition de résolution de M. Jean-Antoine Vourc'h et plusieurs de ses collègues

tendant à inviter le Gouvernement à faire application du quotient familial dans le calcul de l'impôt de solidarité nationale, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 27 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission des finances), n<sup>o</sup> 775.

§ 34. — Proposition de loi de M. Jean-Antoine Vourc'h et plusieurs de ses collègues tendant : 1<sup>o</sup> à considérer comme personne à charge pour le calcul de l'impôt de solidarité l'enfant mineur mort pour la France ; 2<sup>o</sup> à étendre cet impôt aux Français possédant des immeubles à l'étranger, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 27 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission des finances), n<sup>o</sup> 777.

§ 35. — Proposition de loi de M. Paul Winter tendant à l'institution d'un prélèvement exceptionnel sur les avoirs liquides compris dans les patrimoines le 4 juin 1945, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 3 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission des finances), n<sup>o</sup> 859.

§ 36. — directs. — Voy. *Impôts*, § 4.

— de solidarité nationale. — Voy. *Impôts*, §§ 3, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 24, 26, 29, 31, 33, 34.

— sur les bénéficiaires industriels et commerciaux. — Voy. *Impôts*, §§ 6, 8.

— sur les traitements et salaires. — Voy. *Impôts*, § 2.

#### IMPOTS (Rendement des différents).

Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (LOI DE FINANCES), *Discussion générale*.

INCENDIES. — Voy. *Forêts*, § 1.

INCOMPATIBILITÉS. — Voy. *Elections*, § 10.

INDE FRANÇAISE. — Voy. *Territoires d'outre-mer*, § 17.

**INDEMNITÉ DE TECHNICITÉ.** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (IMPRIMERIE NATIONALE), *Discussion générale*.

## INDEMNITÉS.

§ 1. — Proposition de résolution de M. Armand de Baudry d'Asson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir l'indemnité de doctorat au personnel scientifique des Archives de France; au taux fixé par le décret du 18 août 1945, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 janvier 1946 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 319; rapport le 5 avril (2<sup>e</sup> séance) par Mlle Solange Lamblin, n° 893; adoption sans débat le 11 avril 1946 (1<sup>re</sup> séance); Résolution de loi n° 121.

§ 2. — Projet de loi tendant à exclure du bénéfice de l'indemnité d'éloignement les travailleurs qui sont partis de leur plein gré pour l'Allemagne, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 février 1946 par M. Ambroise Croizat, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale (renvoyé à la Commission du travail), n° 529; rapport le 23 avril par M. Francis Dassaud, n° 1160; adoption sans débat le 26 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance); projet de loi n° 262.

Loi du 22 mai 1946, promulguée au *Journal officiel* du 23 mai.

§ 3. — aux agents d'assurances. — Voy. *Assurances*, § 3.

— d'attente. — Voy. *Fonctionnaires*, § 2.

— de congé de libération. — Voy. *Déportés*, § 5.

— aux déportés. — Voy. *Guerre de 1939-1945*, § 13.

— de doctorat. — Voy. *Indemnités*, § 1.

— d'éloignement. — Voy. *Indemnités*, § 2.

— mensuelle provisionnelle. — Voy. *Fonctionnaires*, § 1.

— de résidence. — Voy. *Fonctionnaires*, § 11.

— Pensions et retraites, § 6. — *Travail* (réglementation du), § 13.

— de service extraordinaire. — Voy. *Évadés*.

§ 4.

— de visite. — Voy. *Mines*, § 6.

**INDEMNITÉS AUX VITICULTEURS,** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (AGRICULTURE), *Discussion générale*.

**INDÉPENDANCE (des fonctionnaires).** — Voy. *Fonctionnaires*, § 6.

**INDIGÈNES RETENUS EN FRANCE,** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (COLONIES), *Discussion générale*.

**INDIGNITÉ NATIONALE (Crimes d').** Voy. *Intelligence avec l'ennemi, Territoires d'outre-mer*, § 44.

Voy. aussi : *Algérie*, § 18.

**INDIVIDUS DANGEREUX.** — Voy. *Internement administratif*.

**INDOCHINE.** — Voy. *Territoires d'outre-mer*, § 44.

**INDUSTRIALISATION (moyens d').** — Voy. *Algérie*, § 11.

## INDUSTRIE.

— algérienne. — Voy. *Algérie*, § 26.

— des combustibles minéraux. — Voy. *Nationalisations*, § 23.

**INDUSTRIE HOTELIÈRE,** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (LOI DE FINANCES), *Discussion générale*.

**INDUSTRIE TOURISTIQUE,** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2, (LOI DE FINANCES), *Discussion générale*.

**INÉLIGIBILITÉ.** — Voy. *Elections*, § 1; 3, 6, 16.

**INFIRMES.** — Proposition de résolution de M. Francis Dassaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire accorder l'appareillage gratuit, par les centres officiels d'appareillage, aux infirmes congénitaux ainsi qu'aux infirmes par maladie ou accident, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 22 janvier 1946 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 307.

**INFIRMIÈRES ET ASSISTANTES SOCIALES (Formation des),** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (POPULATION), *Discussion générale*.

**INFORMATIONS JUDICIAIRES.** — Voy. *Collaboration (répression des faits de)*, § 1.

**INFRACTIONS.** — Voy. *Ravitaillement*, § 4.

**INGÉNIEURS DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Nécessité de créer un corps d'),** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (PRODUCTION INDUSTRIELLE), *Discussion générale*.

#### INGÉNIEURS.

- mines. — Voy. *Fonctionnaires*, § 17.
- des ponts et chaussées. — Voy. *Fonctionnaires*, § 17.

**INONDATIONS (Lutte contre les),** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS), *Discussion générale*.

**INSCRIPTION MARITIME.** — Proposition de loi de M. Félix Garcia et plusieurs de ses collègues tendant à annuler les dispositions de Vichy relatives aux limites à l'inscription maritime, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 21 décembre 1945 (2<sup>e</sup> séance)

(renvoyée à la Commission des moyens de communication), n° 167 ; rapport le 19 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance) par M. Paul Cermolacce, n° 1116. Adoption sans débat le 25 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance) sous le titre : « *Proposition de loi constatant la nullité de l'acte dit loi du 11 mars 1944, portant fixation des limites de l'inscription maritime dans les fleuves, rivières et canaux.* » — Proposition de loi n° 207.

Loi du 24 mai 1946, promulguée au *Journal officiel* du 25 mai.

**INSCRITS MARITIMES.** — Voy. *Elections*, §§ 5, 11.

**INSÉMINATION ARTIFICIELLE.** — Voy. *Agriculture*, § 12.

**INSIGNES:** — Voy. *Morts pour la patrie* § 3.

**INSPECTEURS DU TRAVAIL.** — Voy. *Territoires d'outre-mer*, 25.

**INSPECTION DU TRAVAIL,** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (TRAVAIL), *Discussion générale*.

#### INSTITUT.

- agricole d'Algérie. — Voy. *Algérie*, § 28.
- d'émission de la France d'outre-mer. — Voy. *Territoires d'outre-mer*, § 21.

#### INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. Marcel Champeix et plusieurs de ses collègues portant organisation de la recherche agronomique et création d'un institut national de la recherche agronomique, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 février 1946 (renvoyée à la

Commission de l'agriculture), n° 351 ; rapport le 23 mars par M. Joseph Aussel, n° 745 ; rapport supplémentaire le 10 avril (2<sup>e</sup> séance) par M. Joseph Aussel, n° 973.

§ 2. — Projet de loi portant organisation de la recherche agronomique et création d'un institut national de la recherche agronomique, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance) par M. Tanguy Prigent, Ministre de l'Agriculture (renvoyé à la Commission de l'agriculture), n° 1131. Adoption sans débat le 25 avril 1946 (1<sup>re</sup> séance). — Projet de loi n° 197.

Loi du 18 mai 1946, promulguée au *Journal officiel* du 19 mai.

**INSTITUTS TECHNIQUES DE NANCY ET DE GRENOBLE**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (EDUCATION NATIONALE), *Discussion générale*.

**INSTITUTEURS (Instabilité des)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (EDUCATION NATIONALE), *Discussion générale*.

### INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. Marcel Naegelen et plusieurs de ses collègues tendant à tenir compte aux instituteurs, secrétaires de mairie, pour le calcul de leur pension de retraite, du traitement reçu par eux comme secrétaire de mairie, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 décembre 1945 (renvoyée à la Commission des pensions et pour avis à la Commission des finances et à la Commission de l'éducation nationale), n° 64 ; rapport le 31 janvier 1946 par M. Marcel Daron, n° 344.

§ 2. — Proposition de loi de M. Jacques Bar-doux et plusieurs de ses collègues ayant pour objet de tenir compte aux instituteurs, secrétaires de mairie, pour le calcul de leur pension de retraite, du traitement reçu par eux comme secrétaire de mairie, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 janvier 1946 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 303.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que les instituteurs retraités comptant au moins cinq années d'ancienneté en première classe soient considérés comme appartenant à la hors classe, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 7 février 1946 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale et pour avis à la Commission des finances), n° 379 ; rapport le 5 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance) par M. Camille Lhuissier, n° 896.

§ 4. — Voy. *Elections*, § 15.

**INSTITUTRICES (Mises à la retraite à 50 ans des)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (EDUCATION NATIONALE), *Discussion générale*.

**INTELLIGENCE AVEC L'ENNEMI.** — Proposition de loi de M. Jean-Raymond Guyon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les ordonnances des 26 août et 30 septembre 1944, en faisant appliquer aux individus inculpés d'intelligence avec l'ennemi ou coupables de crimes d'indignité nationale, décédés ou disparus avant jugement, les dispositions desdites ordonnances, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 21 décembre 1945 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de la justice), n° 184.

**INTENDANCE MILITAIRE.** — Voy. *Prisonniers et déportés*, § 21.

**INTÉRIMAIRES LICENCIÉS.** — Voy. *Enseignement primaire*, § 2.

**INTERNAT SCOLAIRE.** — Voy. *Mari-niers*.

**INTERNEMENT ADMINISTRATIF.** — Proposition de loi de M. Robert Schuman et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'ordonnance du 4 octobre 1944 sur l'internement



administratif des individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de la justice), n<sup>o</sup> 758; rapport le 25 avril (3<sup>e</sup> séance) par M. Henri-Louis Grimaud, n<sup>o</sup> 1202.

**INTERNÉS POLITIQUES.** — Voy. *Fonctionnaires*, § 9. — *Prisonniers et déportés*, § 3.

— définition de l'. — Voy. *Déportés politiques*, § 6.

**INVALIDITÉ.** — Voy. *Pensions militaires*, §§ 8, 9.

**IRRIGATION (Politique de l'eau d'),** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (AGRICULTURE), *Discussion générale*.

